

Les gouvernements cantonaux recommandent aux citoyennes et citoyens de rejeter l'initiative "Bénéfices de la banque nationale pour l'AVS" (initiative COSA) pour les motifs suivants:

L'initiative COSA...

... nuit au franc et à notre place financière.

L'initiative COSA compromet la crédibilité de la Banque nationale. Elle saperait la confiance dans le franc suisse et nuirait à la place financière suisse.

La Banque nationale bénéficie d'une crédibilité élevée auprès du public et sur les marchés financiers. De par sa politique monétaire orientée vers la stabilité, l'institution a contribué de façon prépondérante à doter le franc suisse d'une confiance élevée dans le monde entier et à contenir l'inflation. Depuis des décennies, les taux d'intérêt suisses sont les plus bas d'Europe. Tous ces éléments sont des conditions importantes pour le bien-être en Suisse.

Si elle veut sauvegarder sa réputation, la Banque nationale doit rester politiquement indépendante. Or, c'est justement cette indépendance que l'initiative COSA met gravement en danger. En liant directement le mandat de politique monétaire de la Banque nationale à un objectif de politique sociale, elle ouvre la porte à l'intervention politique. Les initiants surestiment totalement le potentiel de rendement à long terme de l'institution. C'est pourquoi il est à craindre que la Banque nationale se retrouve de plus en plus sous pression pour augmenter ses bénéfices.

Or, augmenter les bénéfices n'est possible que par le biais d'une politique de placement plus risquée, d'une augmentation de la masse monétaire ou d'une dissolution des réserves monétaires. L'initiative COSA engendrerait un conflit entre deux objectifs, celui de maintenir des prix stables et celui de maximiser les bénéfices. Ceci nuirait à l'autonomie de la Banque nationale et pourrait mener à une perte de confiance dans le franc suisse.

... ne résout pas les problèmes de l'AVS.

L'initiative COSA est une solution fictive qui ne saurait assurer un avenir sûr à l'AVS. Au contraire: elle menace de repousser des réformes indispensables à la pérennité de l'AVS.

Les experts estiment les déficits de financement de l'AVS jusqu'en 2025 à quelque 11 à 14 milliards de francs par an. Parallèlement, la Banque nationale mise, après versement à la réserve, sur un bénéfice annuel à long terme d'environ un milliard de francs. Selon l'initiative COSA, ce montant serait versé aux cantons, ce qui ne laisserait pratiquement rien à l'AVS.

Même si les bénéfices de la Banque nationale se révélaient un peu plus élevés que prévu, une répartition telle que proposée par l'initiative du COSA ne pourrait

de loin pas couvrir les déficits de financement de l'AVS. Dans le meilleur des cas, ceci permettrait de reporter de quelques années des mesures en matière de recettes et de prestations. Mais, dans l'ensemble, l'initiative COSA ne peut pas garantir sa promesse en faveur d'une AVS sûre.

L'AVS est notre institution sociale la plus importante. Un financement par le biais des bénéfices variables de la Banque nationale ne serait toutefois ni durable, ni fiable et ne correspondrait aucunement à l'importance de l'AVS. La sécurité du contrat de génération, soit du financement de l'AVS, doit s'appuyer à l'avenir également sur une base solide et durable. Cette responsabilité ne saurait être endossée par la Banque nationale.

... crée de nouveaux problèmes financiers pour la Confédération et les cantons.

L'initiative COSA ne propose pas un franc supplémentaire. Chaque franc versé à l'AVS priverait d'autant les budgets de la Confédération et des cantons.

L'initiative COSA ne dégage aucune nouvelle source de financement, mais transfère simplement des moyens financiers existants à l'AVS. Elle crée ainsi de nouveaux déficits dans les budgets de la Confédération et des cantons. Le manque à gagner devrait être compensé par des réductions de dépenses ou un abandon de tâches. En d'autres termes: il en résulterait un démantèlement de prestations dans des tâches publiques centrales telles que la formation, la santé ou la sécurité publique.

En outre, l'initiative COSA manque de clarté: en raison de sa formulation confuse, un Oui engendrerait également un conflit à propos de la réserve de distribution de la Banque nationale. Conséquence: de nouvelles batailles interminables pour la répartition de ces fonds, qui aboutiraient à des attentes déçues et impliqueraient un report de plusieurs années des discussions nécessaires au financement durable de l'AVS.